

Six économistes passent au crible l'accord imposé par la zone euro

Dans l'Humanité du 20 juillet 2015, propos recueillis par CLOTHILDE MATHIEU

L'Humanité a demandé à six économistes de décrypter le plan des eurocrates. Point par point, nos experts démontrent comment les réformes, les mesures ou les conditions d'attribution des aides imposées aux Grecs vont étouffer la Grèce et plonger son peuple dans une nouvelle récession, accroître le chômage, la précarité et la pauvreté, pour au final faire exploser de nouveau sa dette.

Frédéric Boccara Économiste à Paris-XIII, membre de la commission économique du PCF

LES 86 MILLIARDS D'EUROS PROMIS SERONT-ILS SUFFISANTS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS ?

Le texte signé comprend un volet austéritaire, mais aussi un volet sur le déblocage de fonds, notamment la négociation d'un « nouveau programme du MES » (Mécanisme européen de stabilité), « entre 82 et 86 milliards d'euros », selon les estimations des institutions. Ce volet explique, outre le rapport de forces très difficile, la signature du texte par Alexis Tsipras, qui y voit une arme dans la bataille. Engager de nouvelles dépenses est décisif. De plus en plus de voix le disent : pour sortir vraiment de l'ornière, la Grèce doit développer son potentiel humain et matériel. Cela veut dire des investissements productifs (point sur lequel une convergence est en train de monter) et développer les services publics (notamment éducation, santé, recherche, etc.). Ces dépenses d'avenir font dans le même temps une impulsion de demande immédiate. Dans l'histoire, c'est par une nouvelle expansion sociale et productive (dont l'écologie) que l'on sort durablement de ces crises. Les fonds doivent être vraiment débloqués, sans que tout cela soit renvoyé sans cesse aux calendes par des négociations qui jouent la montre. Ces 82 à 86 milliards d'euros seraient débloquent par le MES à la Grèce. Il faut savoir que le

MES emprunte son argent aux marchés financiers, et donc le rembourse notamment à des taux d'intérêt élevés ! Il faut financer la Grèce à 0 % sans passer par les marchés financiers. Pour cela, il serait peut-être possible de passer par le MES ou, mieux, de créer un fonds européen de développement social et solidaire, à gestion démocratique, alimenté à 0 % par les euros de la BCE (autorisé par l'article 123.2 du traité de Lisbonne). La Grèce doit pouvoir dépenser cet argent pour se développer, selon des critères précis, explicités démocratiquement, au lieu de la tutelle qu'on veut lui imposer. En particulier, cet argent ne doit pas être englouti dans le remboursement de la dette, ce qui renforce la nécessité de la restructuration. Montrer l'exigence de dépenses nouvelles renforcera aussi la protestation contre les mesures d'austérité. D'autant plus si un mouvement social, citoyen et politique en France et en Europe s'organise pour cette autre utilisation de l'argent, interpellant la BCE et nos gouvernements (dont Hollande-Valls). Cela répondrait aussi aux exigences démocratiques, sociales et productives dans chacun de nos pays.

**Michel Husson Chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires),
membre des Économistes atterrés**

QUE PENSER DE L'INSOUTENABILITÉ DE LA DETTE ET DES SOLUTIONS PROPOSÉES ?

Le texte du sommet de la zone euro fait apparaître une énorme contradiction: il exprime des « doutes sérieux » sur le « caractère soutenable de la dette grecque », mais il s'obstine à refuser toute véritable restructuration : pas « de décote nominale sur la dette ». Comme le résume très bien le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron : « Je ne pense pas que, sur le long terme, ce niveau de dette soit possible [mais] à court terme, il est impossible d'avoir un accord sur le sujet. » Pour se dédouaner, le texte cherche à reporter la responsabilité sur le gouvernement grec, en invoquant le « relâchement des politiques au cours des douze derniers mois qui a entraîné la dégradation récente de l'environnement macroéconomique et financier du pays ». Le texte évoque la « série impressionnante » de mesures déjà prises sous forme d'étalement de la dette et de réduction des taux d'intérêt. Mais les mesures en question, c'est tout le problème, ont été assorties de conditions qui ont conduit à une énorme récession, et donc à un alourdissement mécanique de la dette.

Et elles n'ont pas empêché que, pour la seule année 2015, la Grèce ait été censée rembourser la somme tout aussi « impressionnante » de 16 milliards d'euros, soit environ 8 % du PIB. L'Eurogroupe ne propose que des mesures virtuelles « subordonnées à la mise en oeuvre intégrale des mesures à convenir [et qui] seront envisagées après le premier réexamen qui aura abouti à un résultat concluant ». Ce qui compte, c'est l'exigence du vote immédiat de « réformes », qui ne peuvent qu'accentuer la récession déjà en cours, mais qui sont la condition pour que le robinet de la BCE s'ouvre à nouveau. Ce prétendu « accord » n'offre donc aucune issue au problème de la dette. Il consiste à mettre la Grèce sous perfusion et à lui imposer, avec une obstination effrayante, les mêmes recettes qui n'ont pas fonctionné. La Grèce sera d'autant moins capable de rembourser la dette, mais ce paradoxe n'est qu'apparent, parce que l'objectif est de casser une expérience alternative, même s'il faut pour cela châtier tout un peuple.

Nasser MansouriGuilani Responsable du pôle économique à la CGT

DÉRÉGLEMENTATION ET LIBÉRALISATION DES MARCHÉS, Y COMPRIS DU TRAVAIL... FAUT-IL S'ATTENDRE À UNE NOUVELLE RÉCESSION ET À UNE MONTÉE DU CHÔMAGE ?

L'accord historique » imposé au peuple grec atteste du dogmatisme idéologique des dirigeants européens, qui doivent désormais assumer le risque du développement des tendances nationalistes et xénophobes. En particulier, les dirigeants sociaux-démocrates ont une grande responsabilité historique car les

conséquences de l'échec de l'espérance grecque vont bien au-delà de ce pays et de l'Europe. Pourquoi parler du dogmatisme idéologique? Parce que les faits vont à l'encontre du postulat libéral selon lequel le libre marché, et la vérité des prix qui en résulte, permettrait de maximiser le bien-être de chaque individu et par conséquent

le bien-être global, car ce dernier est la somme des bien-être individuels.

Comme preuve, on peut évoquer la déréglementation et la libéralisation des télécommunications en France. Quel en est le résultat? Les profits des actionnaires ont fortement augmenté, y compris parce que les géants du secteur se sont mis d'accord sur les tarifs aux dépens des consommateurs. De plus, la qualité des services s'est dégradée. Le même constat s'impose dans le secteur de l'énergie avec des tarifs plus élevés et une qualité moindre. Derrière le bien-être de la société, le dogme libéral ne vise que le bonheur des actionnaires et propriétaires. Même l'hebdomadaire britannique The Economist reconnaît les limites de la concurrence. Même chose sur le marché du

travail, dont la prétendue rigidité expliquerait le chômage. Cet argument est à l'origine des politiques poursuivies en France depuis des décennies : multiplication des aides et exonérations fiscales et sociales qui coûtent chaque année plusieurs dizaines de milliards d'euros au budget de l'État, développement de la précarité et des inégalités, remise en cause des droits sociaux, etc. Et pourtant, le chômage ne baisse pas. Ces mêmes arguments constituent aussi la base des « réformes structurelles » imposées aux pays européens depuis la crise de 2008 avec des résultats extrêmement négatifs, comme le confirment, par exemple, les travaux de l'Institut européen des syndicats (Etui).

Henri Sterdyniak, Co-animateur des Économistes atterrés

LE HOLD-UP DES PRIVATISATIONS, QUELLES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ?

Les privatisations des entreprises et des services publics sont une composante obligée de tous les programmes d'assistance que le Fonds monétaire international (FMI) met en place. Selon son idéologie libérale, les entreprises sont toujours mieux gérées quand elles sont privées. Ainsi, depuis 2010, la Grèce se voit imposer un vaste programme de privatisations. Celui-ci, qui devait rapporter 50 milliards d'euros, concerne les aéroports, les ports, des autoroutes, les entreprises de transport et de téléphonie, la poste, la loterie nationale, des services d'eau, les entreprises d'électricité et du gaz. Fin 2014, les privatisations n'avaient rapporté que 7,7 milliards (dont 3,1 milliards effectivement perçus). Les acheteurs potentiels, généralement des sociétés étrangères, occidentales, russes ou chinoises, alliées aux oligarques grecs, profitent de la situation pour négocier les

prix les plus bas possible. Ils veulent des garanties sur la possibilité d'augmenter les tarifs, de baisser les salaires et les effectifs. C'est la ruée des charognards pour dépecer le pays. Le gouvernement Syriza avait suspendu les privatisations. Le diktat du 12 juillet lui impose de les reprendre. Des actifs publics de valeur devront être transférés dans un fonds de privatisation. Les privatisations sont, de nouveau, censées dégager 50 milliards : les premiers 25 milliards serviraient à rembourser la recapitalisation des banques, les 25 milliards suivants pour moitié à réduire la dette, et pour moitié à l'investissement. La gestion de ce fonds sera supervisée par les institutions européennes. En fait, ces 50 milliards, plus du quart du PIB grec, sont une surévaluation grossière des recettes possibles; le FMI évalue à 7 milliards le produit potentiel des nouvelles privatisations. Il n'y aura donc pas de fonds

disponible pour l'investissement. La Grèce s'appauvrira en vendant à bas prix ses entreprises ; les ventes se feront sur des critères purement financiers; les acquéreurs n'auront pas à prendre l'engagement de développer les entreprises en apportant des

capitaux frais ; ces privatisations ne s'inscrivent pas dans un programme cohérent de renouveau productif de l'économie grecque.

Catherine Mathieu Économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)

COMMENT LES NOUVELLES MESURES D'AUSTÉRITÉ VONT ACCENTUER LA DETTE ?

L'accord du 13 juillet impose la poursuite de l'austérité budgétaire, en continuant d'appliquer les recettes qui ont conduit la Grèce à perdre 25 points de PIB depuis 2008, à un taux de chômage de 25 % et à un taux de pauvreté record. À partir du 15 juillet, le système de TVA doit être réformé pour apporter des recettes supplémentaires d'un point de PIB (soit un taux normal de TVA à 23 %, y compris sur la restauration ; le gouvernement grec a réussi à maintenir un taux réduit à 13 % sur l'alimentation, l'énergie, l'eau et l'hôtellerie, et un taux superréduit de 6 % sur la pharmacie, les livres et le théâtre) ; les réductions de TVA dans les îles devront être supprimées. Non seulement cette hausse de la TVA va peser sur les ménages, mais elle va aussi frapper l'activité touristique, principale source de recettes de l'économie grecque. La Grèce devra nettement réduire le niveau des retraites, en supprimant progressivement la prestation complémentaire versée aux retraites les plus faibles, en désindexant les retraites complémentaires, en augmentant les cotisations sur les retraites, au total d'un point de PIB. Elle devra équilibrer son système de retraite d'ici à octobre 2015 (ce qui est impossible). Les aides à l'agriculture devront également être nettement réduites.

La Grèce a dû s'engager à dégager un excédent public primaire (hors charges

d'intérêts) d'un point de PIB cette année, à le porter à 2 points de PIB en 2016, 3 points de PIB en 2017 et 3,5 points de PIB en 2018. Si ces objectifs (impossibles à atteindre) ne sont pas atteints, les dépenses publiques devront automatiquement être réduites. Cela pèsera de nouveau sur la croissance et réduira les rentrées fiscales, ce qui obligera la Grèce à un nouvel effort budgétaire. Au total, à un pays qui a déjà fait un effort budgétaire de 28 points de PIB, on demande au moins 6 points supplémentaires... C'est, une fois de plus, le cercle vicieux de l'austérité que l'on impose à la Grèce : les mesures portant sur les ménages (et surtout les plus pauvres et les plus fragiles) induiront une baisse de la production et une inéluctable montée du ratio dette/PIB. L'accord ne fait aucune référence au solde public structurel, qui est pourtant l'un des critères inscrits dans le marbre du traité budgétaire : or, en 2014, la Grèce avait le deuxième plus fort excédent public structurel de la zone (1 % du PIB), juste après l'Allemagne, selon les estimations mêmes de la Commission. Au plan d'austérité exigé aujourd'hui, s'ajoute la mise en place d'un conseil budgétaire indépendant, supposé savoir mieux gérer la politique budgétaire qu'un gouvernement démocratiquement élu. Les institutions européennes (CE et BCE) ainsi que le FMI continueront de surveiller le gouvernement et l'administration grecs. L'accord du 13

juillet met la politique budgétaire grecque sous leur tutelle. Sans vouloir jouer les Cassandre, on ne peut que craindre qu'en

2018, l'économie grecque ne soit dans un état pire encore qu'aujourd'hui.

Dominique Plihon Professeur à l'université Paris-XIII, membre d'Attac

LE PLAN DE RECAPITALISATION SAUVERAIT-IL LE SECTEUR BANCAIRE GREC ?

Le sauvetage du secteur bancaire constitue l'un des enjeux majeurs de la bataille économique et politique qui se joue entre le gouvernement Syriza et les autorités européennes. Car les banques auront un rôle central à jouer dans le redressement de l'économie grecque.

Les autorités européennes ont une part de responsabilité écrasante dans la crise actuelle du système bancaire grec. La Banque centrale européenne (BCE) a volontairement asphyxié les banques en réduisant leur accès à ses financements d'urgence. C'est la troïka qui a imposé la fermeture des banques grecques pour forcer le gouvernement grec à capituler.

Le volet principal du soutien au secteur bancaire grec prévu par l'accord du 13 juillet est un véritable piège : il consiste en une aide de 10 à 25 milliards d'euros versée par le Mécanisme européen de stabilité (MES) et qui devra être remboursée par le produit de la privatisation des actifs grecs. Déjà utilisées en 2010 et 2013 en faveur de l'Espagne et de Chypre, les aides du MES avaient été versées aux gouvernements pour

recapitaliser leurs banques. Ces derniers avaient gardé la maîtrise de leur utilisation. Pour la Grèce, ce sera différent : les aides du MES seront versées directement aux banques, sans intervention du gouvernement. Le MES deviendra ainsi actionnaire des banques grecques dont il contrôlera la gestion. Résultat : le système bancaire grec risque de passer sous la tutelle des autorités européennes, privant le gouvernement de la maîtrise du financement de l'économie. Ce qui est inacceptable ! Or, les classes dominantes grecques et les autorités européennes ont joué l'affaiblissement des banques pour obliger le gouvernement grec à capituler. Les premières ont organisé une fuite massive de capitaux, de l'ordre de 100 milliards d'euros, qui a provoqué une grave crise de liquidités bancaire. La BCE a aggravé l'asphyxie de banques en restreignant l'accès en urgence des banques à ses refinancements. Enfin, la troïka a imposé la fermeture des banques grecques pour forcer le gouvernement Syriza à capituler en mettant en difficulté le peuple grec.

LES CRITIQUES FUSENT CHEZ LES ÉCONOMISTES LIBÉRAUX

Chez les économistes libéraux aussi, beaucoup doutent de l'efficacité du plan imposé. « Ce prêt de 80 milliards s'ajoute aux 320 milliards de dette existante. L'endettement de la Grèce va dépasser 210 %, ce niveau ne sera jamais soutenable », estime Christopher Dembik, économiste chez Saxo Banque. « Le ratio d'endettement va dépasser 200 % du PIB. On voulait alléger l'endettement, c'est l'inverse qui arrive », renchérit Marc-Antoine Collard, chef économiste de Rothschild & Cie Gestion.